



Une primaire européenne pour une Commission issue du suffrage universel européen !

Européens et progressistes, nous voyons cruellement mise en lumière par la crise économique et les attaques contre l'euro l'absence totale d'impulsion et de leadership des institutions de l'Union. La Commission européenne s'est évanouie au plus fort de la crise, au point de laisser le devant de la scène communautaire à une Banque centrale européenne au mandat pourtant fort étroit. Les discussions nécessaires autour du gouvernement économique de la zone euro ne se font que sous la pression externe et sans consensus ; les gouvernements nationaux ont pour seul objectif de s'engager le moins possible à titre individuel et personne ne s'embarrasse de porter un projet européen commun. L'esprit européen qui pénétrait encore la Convention s'est abîmé dans la lente agonie de la réforme constitutionnelle.

Déterminés à donner son plein sens à l'exigence démocratique, nous observons la tentation du repli sur les enjeux nationaux et la réduction de l'Europe à un bouc émissaire de toutes les politiques non assumées devant le peuple. Dans cette arène close dont aucun gouvernement ne peut sortir sont négociés les compromis entre Etats ayant des intérêts antagonistes, sans que les citoyens soient appelés à les sanctionner ou à définir leur orientation autrement que dans des débats nationaux et donc isolés.

C'est pourtant dans le cadre des traités actuels, dans le jeu politique européen, qu'il nous faut trouver les moyens de la relance de l'Union, de la création d'un pouvoir économique commun et de l'affermissement des principes démocratiques.

Pour y aboutir, il faut d'abord concevoir, à traités constants, un exécutif européen ambitieux et pleinement légitime auprès des citoyens. Nous voulons donc que la Commission procède désormais du suffrage universel sur la base d'une orientation politique claire, car aucune démocratie européenne vivante ne peut exister sans que les citoyens ne se décident à l'issue d'un débat public européen animé par des projets politiques distincts. Nous n'y sommes pas : alors que les partis socialistes d'Europe s'étaient donné une plateforme programmatique commune assez ambitieuse pour les dernières élections européennes, les campagnes nationales l'ont quasiment passée sous silence.

Il faut donc que les différents candidats des différentes familles politiques européennes à la présidence de la Commission conduisent aux prochaines élections européennes leurs propres listes. Les socialistes européens ont, pour leur part, déjà fait ce choix lors du congrès de Prague du PSE en décembre 2009. En cas de victoire, leur candidat aura pour mandat d'appliquer le programme qu'il aura présenté aux électeurs, et qui déterminera finalement la politique suivie par la Commission.

Mais pour ancrer ce mouvement, nous souhaitons aller au-delà. Nous demandons que le Parti socialiste européen mette lui-même en place des primaires européennes ouvertes pour désigner son candidat à la présidence de la Commission. Les idées ne marchent jamais seules sur deux jambes ; elles ont toujours besoin d'une personne qui les incarne pour devenir visibles et dans toutes les démocraties parlementaires les électeurs savent qui ils veulent voir désigné pour diriger le gouvernement. Comment imaginer qu'une véritable démocratie européenne soit différente? Face à des pays ayant des traditions politiques et des cultures de gauche très diverses, il est absolument indispensable que le candidat de la gauche européenne ait un visage bien identifié.

Cette question est essentielle. La démocratie ne se décrète nulle part ; elle ne peut jamais exister que lorsque les citoyens s'emparent de leur droit de choisir. Devant une Europe perçue – parfois à raison – comme lointaine et enfoncée dans les compromis de couloirs obscurs et mal taillés, comment imaginer que les électeurs s'investissent dans des scrutins dont ils ne perçoivent ni les enjeux, ni les résultats? Il faut restituer aux élections de la clarté, de l'efficacité et de la visibilité, et les primaires sont une machine à produire de la visibilité, de l'efficacité et de la clarté.

Le rôle du Parti socialiste européen, qui pourrait ainsi cesser tout à fait d'être une amicale de partis nationaux, est de faire vivre le débat démocratique européen de manière directement transnationale. L'organisation de primaires européennes ouvertes lui permettrait d'organiser ce débat, d'en maîtriser le déroulement et de l'animer auprès des médias et des citoyens. Dès lors que le candidat des socialistes européens aurait été désigné à l'issue d'un tel processus public, avec la notoriété et la légitimité qui en découlent, le débat des élections européennes dépassera nécessairement les frontières nationales pour se focaliser sur l'orientation des politiques européennes.

Une telle innovation, sans qu'aucune modification des traités soit nécessaire, transformerait profondément l'équilibre des institutions. Le Président de la Commission ne recevrait plus son autorité ni sa feuille de route des chefs d'Etat et de gouvernement mais des électeurs. Pour mettre en œuvre le projet politique sur lequel il a été élu, il disposerait du soutien du Parlement européen. Enfin seraient à l'ordre du jour une politique économique pour affronter ensemble la crise et la construction d'une Europe sociale ; l'une ne va pas sans l'autre.

Pour mettre en place cette Europe politique, la démocratie est le meilleur levier dont nous disposons aujourd'hui. C'est pourquoi nous lançons un appel pour une primaire européenne ouverte aux citoyens afin de leur permettre de désigner le candidat du Parti socialiste européen à la présidence de la Commission européenne.